

# Éducation. Une fronde inédite bouscule les réformes Blanquer

Semaine après semaine, la colère monte dans l'éducation nationale. De la maternelle au lycée, des profs aux parents, tous cherchent des voies originales de contestation et se retrouveront demain pour une journée de grève nationale.



Des professeurs ont organisé un « conseil de classe du futur » devant le lycée Auguste-Blanqui, à Saint-Ouen, le 21 février dernier. Julien Jaulin/Hanslucas

Le bon élève de la Macronie, si gourmand de l'école "à l'ancienne", va-t-il finir avec un bonnet d'âne vissé sur le crâne ? Voilà deux ans que Jean-Michel Blanquer avance ses pions, de la maternelle au supérieur. Deux ans qu'il surfe entre séduction du grand public et faible mobilisation du monde enseignant. Mais voilà que l'appel intersyndical à la grève (SNUipp-FSU, Snes-FSU, Snes-FO, Snuipp-FSU, Fneac-FO, CGT Educ'Action et SUD éducation) de demain, jeudi, apparaît comme une étape importante dans la manifestation d'une colère qui monte depuis des semaines.

On a pu en observer les premiers signes d'ampleur lors de la journée d'action des fonctionnaires, le 19 mars, puis lors de celle de mobilisation pour l'éducation, samedi dernier, 30 mars –, où de nombreux parents d'élèves ont été vus dans les cortèges.

*"On n'avait pas vu les enseignants remontés comme ça depuis des années", note la secrétaire générale du SNUipp-FSU (premier syndicat du primaire), Francette Popineau.*

On a surtout le sentiment que ces événements nationaux ponctuent l'ébullition qui monte à tous les étages de l'éducation nationale et qui emprunte des formes très souvent originales, témoignant du besoin de renouvellement des méthodes d'action "traditionnelles". Professeure d'anglais au lycée Blanqui de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Sophie Mazet le formule sans prendre de gants :

*"La plupart des collègues disent qu'une journée de grève de temps en temps ne sert à rien."*

Du coup, à Blanqui, ils ont cherché. La démission des professeurs principaux – que la réforme du lycée et la désorganisation des CIO (Centres d'information et d'orientation) ont placés en première ligne de l'orientation des futurs bacheliers – a été une première étape. Un mode d'action choisi aussi par d'autres établissements. Puis, on est passé à l'étape supérieure : l'équipe enseignante a organisé de véritables happenings pédagogique-théâtraux devant l'établissement. Un "conseil de classe du futur", le 21 février, pour illustrer concrètement les effets de la réforme sur le quotidien et l'avenir des élèves (voir *l'Humanité* du 22 février). Puis, la semaine dernière, "l'enterrement" en grande pompe de l'article 1 de la loi Blanquer (celui qui tente d'imposer un devoir de réserve aux enseignants), avec cercueil et tout le décorum.

Mais, s'il n'est pas unique, cet exemple est presque extrême – et il peut être à double tranchant, l'investissement considérable de l'équipe, en travail et en temps passé, pouvant vite entraîner une forme de découragement si les résultats, au moins en termes de retombées médiatiques, ne suivent pas immédiatement.

Partout ailleurs, on a choisi des formes de lutte certes originales mais moins lourdes à mettre en œuvre.

*"Si on n'est pas un tant soit peu originaux, on ne se fait pas entendre", confirme Caroline, enseignante au collège Albert-Camus du Plessis-Tréville (Val-de-Marne).*

Dans ce gros établissement (765 élèves), on est en pleine surcharge, avec des sixièmes à 30 élèves : *"Intenable!"* juge la professeure. Tout aussi intenable est la réponse de la DSDEN (Direction des services départementaux de l'éducation nationale, ex-inspection académique) :

*"Quand on demande d'ouvrir une classe pour faire baisser les effectifs, on nous répond que, de toute façon, si cela arrivait, il faudrait qu'elle soit aussi remplie avec 30 élèves !"*

Une pétition a recueilli plus de 500 signatures. La seule réponse a été cette mesure de la loi Blanquer qui, prétendant *"en même temps"* répondre au problème du pouvoir d'achat des profs, veut leur imposer deux heures supplémentaires par semaine :

*"Mais on n'en veut pas de ces heures supplémentaires!"* clame Caroline. *"Ça insinue qu'on ne travaille pas assez, qu'on n'a pas de préparation de cours, de corrections... c'est méprisant!"*

Du coup, une *"opération sardines"* a été lancée. Élèves et enseignants ont collecté des boîtes de sardines (qui, in fine, seront remises aux Restos du cœur), rassemblées le 20 mars lors d'un rendez-vous avec la DSDEN afin... *"d'apporter des sardines aux huiles!"* Comme quoi la volonté de se faire entendre n'empêche pas la bonne humeur...

On peut multiplier les exemples. Occupation ironiquement rebaptisée *"Nuit de la confiance"* au lycée Eugène-Delacroix de Drancy (Seine-Saint-Denis), qui cumulera grève et blocage de l'établissement, jeudi. Au lycée Sophie-Germain, à Paris, un vote contre la réforme du bac a été organisé. Résultat : 91 % des enseignants sont contre.

Au premier rang des impacts de la réforme qu'ils dénoncent : l'inégalité scolaire et l'impossibilité du libre choix de ses spécialités (qui remplacent les filières L, ES et S dès la rentrée prochaine pour les élèves qui seront en première) parce que, faute de moyens à la hauteur des ambitions affichées, celles-ci sont inéquitablement réparties sur le territoire. Une *"liberté de choix"* pourtant vantée hier encore par le ministre sur France 2, sur le ton d'une victime de *fake news* diffusées par des malfaisants... Du coup, une bonne partie des profs s'est engagée dans un mode d'action qui se développe comme une traînée de poudre : ils ont décidé de mettre 20 sur 20 à tous les élèves au deuxième trimestre – qui, pour les élèves de seconde, est le moment où ils doivent choisir leurs futures spécialités.

Bien entendu, comme dans tous les établissements qui ont choisi ce mode d'action, les *"vraies"* notes existent (et sont éventuellement communiquées aux élèves), mais elles ne sont pas transmises à l'administration.

Ce qui provoque la colère de celle-ci.

Ainsi, selon *France Info*, dans un lycée de Nantes (Loire-Atlantique) où le mouvement est suivi par 60 % des profs, ceux-ci ont reçu une lettre de leur proviseur les accusant de "faute professionnelle" et laissant même entendre que le mode d'action choisi pourrait être constitutif d'un délit ! Et il ne s'agit pas de l'initiative d'un proviseur trop zélé puisque le responsable des ressources humaines du ministère, Édouard Geffray, a déclaré que

*"mettre 20 sur 20 à un élève (...), cela ne lui permet pas d'identifier ses points faibles. Donc, c'est tout simplement contraire aux obligations professionnelles du professeur. Et c'est pour cela que cela mérite un rappel à l'ordre".*

Une manifestation tout à la fois de surdité et d'autoritarisme qui sonne "très ancien monde", ironise Francette Popineau qui, dans le primaire, a déjà expérimenté la méthode lorsque les enseignants ont contesté la valeur pédagogique des fameuses évaluations de CP, jugées à la fois anxiogènes et inutiles. Certains d'entre eux, raconte-t-elle, ont subi des pressions de la part des inspecteurs. Égrainant les mesures prises par Jean-Michel Blanquer depuis son arrivée, en commençant par la révision des programmes jugée injustifiée après seulement deux ans jusqu'à la loi Blanquer, la syndicaliste résume :

*"Cette loi sortie de nulle part pose des questions nouvelles à l'école, mais ne résout aucun des problèmes connus. Elle témoigne du fossé qui s'est creusé entre l'école vécue par celles et ceux qui la font et l'école vue depuis la Rue de Grenelle."*

Elle réclame l'abandon de ce texte et estime que la multiplication du ministre en pompier de service dans les médias montre qu'il a compris que "les années de la toute-puissance sont derrière lui". Comme dans les cortèges de samedi dernier, elle rejoint Rodrigo Arenas, co-président de la FCPE (principale fédération de parents d'élèves), qui juge que

*"ce gouvernement ne comprend que le rapport de forces". "Nous avons besoin, conclut-il, d'une mobilisation générale pour dire l'école que nous voulons" et non d'une réforme qui, au lycée, "ne donne pas aux jeunes les moyens de s'inventer un avenir".*

## TOUTE LA COURNEUVE SANS ÉCOLE

Une mobilisation impressionnante. À La Courneuve, plus de 200 enseignants et parents d'élèves ont voté hier l'organisation, ce jeudi 4 avril, d'une journée sans école, collège et lycée... Pas un établissement scolaire ne sera donc ouvert dans cette grande ville populaire de Seine-Saint-Denis. "Depuis deux semaines, les collèges Jean-Vilar et Politzer, ainsi que le lycée Jacques-Brel, sont en lutte pour dénoncer la suppression de tous les dispositifs d'aide à la réussite des élèves, ainsi que les réformes Blanquer et les discriminations du système Parcoursup", souligne la municipalité PCF. Elle soutient pleinement ce mouvement qui s'est depuis propagé à toutes les écoles. Dans les réseaux d'éducation prioritaire, nombreux dans la ville, même la rare mesure positive du dédoublement des classes en CP est mal vécue. "Sans moyens supplémentaires, elle entraîne déjà la surcharge des autres niveaux", soulignent les enseignants. Le maire, Gilles Poux, est remonté contre la politique menée par Jean-Michel Blanquer : "Tout ce qui peut être un point d'appui pour faire en sorte que nos enfants puissent être un tout petit peu accompagnés pour pouvoir réussir est en train d'être cassé", déplore l'édile. "Tout cela pour des économies de bouts de chandelle !" Le vendredi 5 avril, une journée "écoles sans enfants" est d'ores et déjà annoncée.